**RAPPORT DE MISSION (BTOR)**

**Date : 20/03/2020**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Titre de la Mission:** Lancement du projet conjoint PBF/LoCAL ONUDI dans les régions de Kayes et Mopti | | **Ville/Pays** : Bamako/Mali | |
| **Itinéraire:** Bamako- Kayes-Bamako  Bamako- Mopti -Bamako | |
| **Equipe de mission :**  Safiatou Diarra Cissé, Technical Coordinator LDFP, LoCAL Bamako Mali  Balla Cissé, chauffeur UNCDF (etape de Kayes) | | **Période y compris dates de voyage**:  Du 03 au 05 mars 2020 / Kayes (véhicule UNCDF)  Du 10 au 13 mars 2020 / Mopti (Vol Minusma) | |
| **Unité**  LoCAL-Mali | **Contacts :**  **safiatou.diarra@uncdf.org** | | **Annexes :**  Listes de présences, Photos |
| 1. **Introduction**   Le Mali figure dans la liste des pays très vulnérables aux changements climatiques. L’économie, l’agriculture et les ressources naturelles sont extrêmement sensibles aux aléas climatiques, aggravant la pauvreté pour la majorité de la population au niveau local, avec un impact plus important chez les femmes et sur le climat social. Dans le souci d’apporter une réponse à cette crise environnementale qu’un projet conjoint ONUDI-FENU dénommé « Appui à la gestion des risques liés à la dégradation environnementale à travers des mesures d’adaptation au changement climat dans les zones à risque de conflits intercommunautaires » ait été initié. Ce projet rentre en droite ligne avec les priorités nationales (CREDD, CDN, UNDAF) et les objectifs du développement durable.  Dans le cadre du démarrage des activités et pour mieux prendre en charge les préoccupations des communautaires bénéficiaires, une mission conjointe composée des équipes de L’ONUDI, de UNCDF et la partie nationale (le point focal du ministère de la Femme, de l’Enfant et de la Famille, le point focal du ministère de l’Environnement et le représentant de l’ANICT) s’est rendue successivement à Kayes et à Mopti.  Pour le lancement du Projet « **Appui à la Gestion des Risques liés à la Dégradation Environnementale à travers des mesures d’Adaptation dans les zones à risques de Conflits Intercommunautaires** **(AGRDECI)** » dans la région de Kayes, du 03 au 05 mars 2020 et dans la région de Mopti du 10 au 13 mars 2020.I Objectifs de la Mission: L’objectif de la mission est de :  -rencontrer les autorités administratives et locales des deux régions et des zones de mise en œuvre du projet pour présenter le projet et échanger avec elles pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations  -Rencontrer les partenaires stratégiques de la mise en œuvre du projet pour présenter le projet et procéder à des concertations en vue du démarrage de la phase d’Inception et de la mise en route effective du projet. Discussions et appréhensions mutuelles avec les équipes communales et ONG  - Recenser les recommandations, suggestions en terme de stratégies, acquis, synergies, partenariat et potentielles filières et AGR à identifier. | | | |
| **3. Résumé/Deroulement**  **Kayes :**  Etapes entreprises :   * Une rencontre avec les autorités locales, briefing, présentation du projet, objectifs, résultats, approches * Séance de travail avec les maires, secrétaires généraux des deux communes, l’équipe de consultants * Un atelier s’est tenu ce mercredi, 04 mars 2020, dans la salle de Réunion du Gouvernorat de Kayes sur invitation du Gouverneur. Toutes les structures et acteurs régionaux invités. Sous la présidence du CAEF **M. Daouda MAIGA**, Conseiller aux Affaires Economiques et financières (**CAEF**) du Gouvernorat de Kayes, représentant le Gouverneur.   Cette rencontre de lancement du projet a enregistré la participation des autorités administratives de la Région de Kayes (*y compris certains services techniques de l’Etat au niveau du chef-lieu de région*) les institutions financières, les associations, les ONGs, et les représentants des communes bénéficiaires. (La liste exhaustive des participants est jointe en annexe).  Le discours d’ouverture des travaux pour le lancement du projet a été prononcé par Monsieur Adama Daouda MAIGA, conseiller du gouverneur, qui n’a pas manqué de confirmer la disponibilité et leur engagement, saluer l’initiative de ONUDI et UNDCF pour accompagner les femmes des localités concernées. Selon lui, les femmes étant les plus vulnérables et les premières victimes des conflits, cette initiative est plus que salutaire.  Après l’ouverture de la réunion par le CAEF, il est revenu aux représentantes de ONUDI et UNCDF, respectivement Mme TRAORE Haby SOW et Mme CISSE Safiatou DIARRA, de présenter le projet, le plan de travail, les objectifs axes et approches à utiliser ensuite donner les orientations et les attentes de l’atelier.  Les points principaux de la presentation ont porté sur :   1. **La zone de couverture du Projet :**   La zone d’intervention du projet couvre la région de Kayes, avec deux communes (Sandaré et de Simby), toutes deux communes rurales du cercle de Nioro du Sahel ; et la région de Mopti, les communes rurales de Dadougou Fakala (cercle de Djenné) et de Pignari Bana (cercle de Bandiagara).   1. **La durée et le budget du Projet :**   Le montant total alloué à cette phase du projet s’élevé à 801.055 USD pour une période d’exécution de dix (18) mois à compter de janvier 2020.   1. **Les objectifs/Résultats du Projet :**   Ils sont au nombre de deux à savoir :   * Les capacités techniques et opérationnelles des communautés, collectivités territoriales et les organisations de la société civile sont renforcées face aux conséquences de la dégradation environnementale et des risque climatiques d’une part, et les investissements permettant de réduire les causes des conflits liés à la dégradation environnementale et aux aléas climatiques sont réalisés à travers des activités communautaires ; * Les femmes bénéficient d’opportunités économiques vertes réduisant les causes de conflits intercommunautaires liés à la dégradation environnementale.   Au terme de cette communication, des questions de compréhension et d’éclaircissement ont été posées par les participants. Parmi ces questions on peut noter entre autres :   * Quels sont les groupes cibles avec lesquels vous avez déjà travaillé et quels ont été les résultats obtenus ? * Est-ce le projet en question cadre avec les PDESC des communes concernées ou il y aura une révision de ces PDESC ? * Quels sont les critères de sélection des deux communes ? * Quels sont les critères d’identification et de sélection des groupements de femmes ? * Quel est le mécanisme qui lie une banque et le projet ? Avec quel système de gestion financière le projet veut travailler sur le terrain ? * Quel est l’impact de ce projet sur l’éducation des enfants (les élèves) ? * Pourquoi les femmes ne se donnent pas à la filière de la gomme arabique qui est aujourd’hui une filière porteuse ? * En dehors de la gomme arabique est-ce qu’il y a d’autres filières porteuses émanant des ressources naturelles ?   La consultante, Madame Oumou TRAORE de ONDUI, a fait un exposé de ses acquis du nord (Taoudeni et Ménaka) en matière de résilience et de gestion des conflits avec les femmes à travers la création des activités génératrices de revenus. Cela pour répondre à la question de l’expérience avec les groupes cibles.  Toutes les questions ont été répondues par l’équipe de la mission à l’exception d’une série de questions du Représentant de la BNDA (Banque Nationale pour le Développement Agricole) relatives à l’accès au financement, la mise à disposition de ligne de crédit bancaire, les activités de renforcement de capacités des femmes dans le domaine de l’entreprenariat notamment les aspects liés à la gestion de la, trésorerie.  Les informations/suggestions sur les opportunités liées au développement des filières et / ou des chaines de Valeur dans la zone d’intervention du projet ont été fournies. Ces échanges ont permis d’identifier entre autres certaines filières :   * L’échalote * Le pain de singe * Le jujube * La datte sauvage   Pour tous ces produits, il a été recommandé d’étudier tous les maillons de la chaîne de valeur, c’est-à-dire de la production à la commercialisation, en passant par la conservation, la transformation et le conditionnement.  **Mopti**  La mission est arrivée à Mopti le 10 Mars 2020 par avion (vol Minusma). Les travaux se sont déroulés durant trois jours.  Etapes suivantes :   * Briefing de sécurité Minusma * Une rencontre avec les autorités locales (gouverneur, CAEF, conseiller special PSIRC), briefing, présentation du projet, objectifs, résultats, approches. le conseiller aux affaires Economiques et financières, le Conseiller Spécial Régional PSIRC, Directeur Régional Promotion de la Femme, des Eaux et Foret, Directrice Adjoint ADR Mopti, Coordinateur PBF au PNUD de Mopti, Maire de la commune de Pignari Bana, Maire de la commune Dandougou Fakala * Rencontre avec la MINUSMA où nous avons été édifiés sur les différentes menaces qui affectent la sécurité dans la région de Mopti. * La rencontre avec l’équipe du Bureau commun NU, PNUD de Mopti * Séance de travail avec les maires, secrétaires généraux des deux communes, l’équipe de consultants * Un atelier régional, dans la salle de Réunion du Gouvernorat de Kayes sur invitation du Gouverneur. Toutes les structures et acteurs régionaux invités, session placée sous la présidence du CAEF   Lors de ces rencontres, des observations et des propositions concrètes ont été faites :   * Mieux faire apparaitre la notion de projet conjoint dans la planification des activités (Planifier des activités communes qui seront interdépendantes et complémentaires );   Ces activités doivent viser des résultats interdépendants et complémentaires.  Exemple un atelier participatif pourrait être organisé pour diagnostiques les causes des conflits   * Pour le recrutement des ONG, la priorité doit être accordée aux ONG locales opérant dans la région vue leur maitrise des zones et leurs familiarités avec la communauté * Mettre un accent sur la visibilité du projet à travers des plaques d’annone, des banderoles etc   une visite de courtoisie au gouverneur de région, qui a son tour a émis préoccupations (sécuritaires) et meilleure concertation/consultation avec leurs services pour le choix des zones d’intervention.  Un atelier s’est tenu avec les autorités administratives régionales et communales.  Sous la présidence du Conseiller aux Affaires Economiques et financières (**CAEF**) du Gouvernorat de Mopti, représentant le Gouverneur, Cette rencontre de lancement du projet a enregistré la participation des autorités administratives de la Région de Mopti (*y compris certains services techniques de l’Etat au niveau du chef-lieu de région*) les institutions financières, les associations, les ONGs, et les représentants des communes bénéficiaires. (La liste exhaustive des participants est jointe en annexe).  Le discours d’ouverture des travaux pour le lancement du projet a été prononcé par Monsieur Ousmane DIALLO, conseiller du gouverneur, qui a renouvelé leur engagement, rappelé le bon partenariat en cours avec UNCDF PNUD ONUFemme dans le cadre de IELD et a salué l’initiative de ONUDI et UNDCF pour accompagner les femmes des localités concernées.  A la suite de la présentation des participants, la présentation du projet a été faite par UNCDF (Cissé Safiatou DIARRA). Une série de clarifications, questions, réponses a suivi.  Certaines questions de compréhension et des inquiétudes ont été soulevées  après cet exposé :   * Les critères de sélection des communes, * Quelles sont les communes choisies ?  Un souhait exprimé pour un projet similaire dans la zone de Youwarou Les éléments de réponses ont été apportés à ces différentes préoccupations :   * Concernant les critères de choix de communes ciblées, il a été précisé que toutes les communes ont été choisies suivant les critères de vulnérabilités climatiques, conflictuelle, et en commun accord avec UNDSS et la MINUSMA. * Les communes choisies sont Dandougou Fakala dans le cercle de Djenné et Pignari Bana dans le cercle de Bandiagara * L’expansion du projet dans d’autres zones (Youwarou ou autre) dépendra du succès dans la mise en œuvre du présent projet, d’accessibilité et de disponibilité des fonds.   Des questions de compréhension et de propositions ont été faites :   * Est-ce que la durée est-elle suffisante pour la mise en œuvre du projet en 18 mois ? * Y a-t-il eu une étude de faisabilité du projet au niveau des communes choisies ? * L’état sécuritaire permet-il la mise en œuvre du projet dans les deux communes ?   **Pistes de filières à développer :** Echalote, Jujube, savonnerie, Unité de transformation des produits locaux tels que : tomate pommes de terre, viandes sèches ;embouche des petits ruminants   * Proposition de partenariat avec L’ADR Mopti pour appui aux communes, * Proposition de partenariat avec l’ANPE pour appui aux modules de formation, * L’option d’un droit coutumier a été retenue pour la sécurité investissements,   Priorité accordée aux ONG locales opérant dans la région ;   * L’expertise nationale pour le suivi –évaluation sollicitée ; * La planification des activités communes * la définition des critères de recrutement des coordinateurs nationaux pour la mise en œuvre du projet dans les TDR de recrutement ;   02 coordinateurs pourraient être recrutés pour les deux zones à savoir Kayes et Mopti tout en responsabilisant le plus expérimenté pour la consolidation des rapports du Projets   * Pour le suivi et l’évaluation, l’expertise nationale doit être fortement recommandée ;   Dans toutes les présentations, certains éléments essentiels à retenir :  LES MÉTHODES D’APPROCHES D’INTERVENTION UNCDF ET ONUDI:   * **Approche SRCBP/LoCAL UNCDF**   -LoCAL fournit un mécanisme innovant pour acheminer le financement vers les collectivités locales en faveur d’économies et communautés locales vertes et résilientes au changement climatique  -Subventions pour la résilience climatique basées sur la performance (SRCBP) :   * + programmation et la vérification des dépenses   + appui technique et un renforcement des capacités.   + reconnaissance internationale. Au Mali, LoCAL est le premier mécanisme de subventions basées sur la performance (exemple Simby, Sandaré). * **Approche IDEA/AGR ONUDI** * Méthodologie IDEA (Innovation Développement et Entrepreneuriat pour Tous): modulaire, séquentielle et flexible (déjà mise en œuvre avec succès au Sénégal et au nord du Mali) vise à promouvoir l’emploi et l’entreprenariat des jeunes et des femmes * Principales activités dans le cadre du projet:   + Formation techniques   + Formation entrepreneuriales   + Mécanisme financier IDEA et   Accompagnement des bénéficiaires   1. **Suggestions et recommandations, De façon générale,**   Après quelques questions et des réponses, il a été demandé aux maires d’exposer brièvement l’état sécuritaire de leur commune. Lors de leur exposé, il ressort que l’Etat sécuritaire calme pour la mise en œuvre du présent projet malgré des menaces qu’il ne faut pas ignorer.  Il a été demandé aux représentants des ONG AMSS et YAGTU de parler sur leur expérience concernant la mise en œuvre des projets similaires. Dans leur exposé, nous avons compris qu’ils ont une expérience riche dans la mise en œuvre des projets conçus pour le renforcement de la paix et la cohésion sociale.  Les banques et les institutions de micro finance sont prêtes à accompagner le projet et les femmes bénéficiaires pourvu qu’il y a un fond de garantie.   * Accélérer le processus de recrutement du coordinateur conjoint ; * Pour le mécanisme c’est « LoCAL » et dans la recommandation relative à cette approche il faut en premier le renforcement du financement climatique via les mesures de performances en adaptation  vers le niveau local ; * il a été discuté les questions/préoccupations sur le foncier et les maires sont invités à fournir les éléments sur la sécurisation foncière des espaces qui seront aménagés dans le cadre du projet ; * A la suite du point de recommandation sur les PDSEC, les maires sont sollicités à envoyer leurs PDSEC à l’équipe pour une analyse préliminaire par UNCDF et partenaires  afin d’informer sur la nécessité de faire les révisions. Le maire de Pignari déclarait avoir  amener des documents à nous remettre, alors si il l’a déjà fait avec l’un de vous, merci de le notifier ; * **De façon générale, il est ressorti des préoccupations (CAEF Gouvernorat, maires, ONG) par rapport au circuit ANICT pour le transfert des subventions aux communes. Il a été demandé à ANICT de présenter/ expliquer quels sont les dispositions pour éviter de telles contraintes représentant des facteurs de risques de retard dans la mise en œuvre suivant l’approche LoCAL ;** * Au vu de leurs différentes expériences, expertises en matière de résilience climatique, d’autonomisation économique des femmes, d’AGR, d’accompagnement pour le développement local (femmes, groupements, collectivités communes), une recommandation forte a été d’analyser leur valeur ajoutée en terme d’accompagnement pour la mise en œuvre. Donc il a été demandé à ADR Mopti et les deux ONG AMSS et YAGTU de nous envoyer leur proposition ou stratégie  d’accompagnement du projet ;  1. **Conclusion**     La mission s’est bien terminée sur une bonne note d’espoir concernant cette phase d’Inception du projet. Nous pouvons dire que le projet est bienvenu et les attentes sont réelles au vue de la qualité des participants, des échanges, avec certain engouement aux différentes réunions.  Avec l’appui, accompagnement de certains partenaires régionaux comme ADR (agence de développement régional) et les ONG locales déjà familières avec les méthodes de mise en œuvre dans le contexte sécuritaire précaire de Mopti (YAGTU, AMSS,) Ce projet pourra sans nul doute contribuer à une meilleure gestion des ressources naturelles par des mesures d’adaptation par les collectivités locales et l’autonomisation des femmes en général et des groupements de femmes bénéficiaires en particulier. | | | |